

---

Adresse de la municipalité d'Ornans qui fait passer le procès-verbal qui constate l'envoi de l'argenterie provenant des églises, lors de la séance du 25 nivôse an II (14 janvier 1794)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Adresse de la municipalité d'Ornans qui fait passer le procès-verbal qui constate l'envoi de l'argenterie provenant des églises, lors de la séance du 25 nivôse an II (14 janvier 1794). In: Tome LXXXIII - Du 16 nivôse au 8 pluviôse An II (5 au 27 janvier 1794) p. 302;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1961\\_num\\_83\\_1\\_36073\\_t2\\_0302\\_0000\\_7](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1961_num_83_1_36073_t2_0302_0000_7)

---

Fichier pdf généré le 15/05/2023

liens d'unité, sans lesquels le corps social se trouve dissous, et dont l'idée seule fait pâlir nos ennemis. En conséquence le corps municipal, accompagné du juge de paix et de ses assesseurs, des membres de la Société populaire, de ceux composant le comité de surveillance, des instituteurs publics et de la garde nationale, s'est rendu au lieu où devoit se célébrer cette fête. Un concours nombreux de citoyens et citoyennes de tous âges avoient prévenu l'arrivée des corps constitués et montroient le plus grand empressement à y prendre part. L'arbre qui devoit être planté sur la place publique fut apporté à bras, et chacun se disputoit à l'envi la gloire de pouvoir contribuer à son transport. L'arbre planté, différents orateurs ont prononcé des discours où brilloient les élans du patriotisme le plus pur et dans lesquels étoient empreints les caractères ineffaçables du républicanisme. Le peuple y a reconnu ses droits et ses devoirs.

Il ne manquoit à cette fête pour la rendre plus auguste que la présence de nos braves frères d'armes de la première réquisition qui s'étaient rendus depuis peu à leurs cantonnements et parmi lesquels nous avons plusieurs jeunes gens qui n'ont pas attendu le complément de l'âge de dix-huit ans pour voler à la défense de la patrie. La cérémonie s'est faite dans le plus grand ordre, elle s'est terminée par un autodafé des restes impurs de la féodalité. La joie était peinte sur tous les visages, les cris redoublés de Vive la République, Vive la Montagne se faisoient entendre de toutes parts. Le vieillard regardoit avec plaisir les flammes dévorer les signes infâmes de son esclavage, et le jeune homme juroit de sacrifier plutôt sa vie que de courber de nouveau sa tête sous un joug, qui depuis tant de siècles faisoit la honte du genre humain.

La fête s'est terminée par un banquet civique, où la première santé a été portée à nos incorruptibles représentants de la Montagne qui ont sçu, avec l'antidote du patriotisme et de leurs devoirs, se préserver des exhalaisons fétides des marais fangeux, et par là sauver la République. Ainsi, Citoyens Représentans, consommez votre ouvrage. Demeurez inébranlables à votre poste. Votre fermeté et votre surveillance amèneront, à l'aide de nos bras, heureusement au port, le vaisseau de l'Etat, qui depuis cinq années vogue au gré des factions. L'esprit public acquérant tous les jours de nouveaux développements, est un sûr garant que vous verrez bientôt couronner vos immenses travaux par une paix honorable qui apprendra aux peuples leurs droits et aux rois leur foiblesse.»

TROLLEY, PELLIER (*receveur de l'Enregistré*),  
DOULLET.

## 7

**La municipalité d'Ornans (1) fait passer l'extrait du procès-verbal qui constate l'envoi qu'elle a fait de 78 marcs 7 onces d'argenterie, provenant de son église, pour être joints aux 48 marcs précédemment envoyés (2).**

**Mention honorable, insertion au bulletin (3).**

(1) Et non Armance.

(2) P.V., XXIX, 233. Mention dans J. Sablier, n° 1077.

(3) B<sup>m</sup>, 25 niv. (2<sup>e</sup> suppl<sup>t</sup>).

[Ornans, 30 frim. II] (1)

« Citoyens Représentans,

Nous vous envoyons ci-joint un double en forme de notre procès-verbal du 17 de ce mois, portant reconnaissance et pesée de 78 marcs 7 onces d'argenterie de culte de notre paroisse, que nous avons de suite fait passer à la Monnoie par la médiation du département.

Nous y avons déjà fait passer au mois d'octobre de l'année dernière 48 marcs, il n'en reste pas dans l'étendue de notre commune pour la valeur d'une obole; ce dernier sacrifice à la patrie est donc vraiment celui du *denier de la veuve*. L'offrande n'a rien coûté à nos cœurs; nous avons cru que c'était l'acquiescement d'une créance que la patrie s'était acquise sur nous comme sur tous ses autres enfans par les bienfaits inouïs qu'elle n'a cessé de répandre sur eux et un moyen nouveau de salut public; aussi la proposition n'en a pas été plus tôt faite qu'acceptée.

Notre commune ne fut pas la dernière à provoquer et à soutenir la Révolution dès son principe, elle fournit l'un des meilleurs cahiers de doléances; aussitôt après la ruine de la Bastille, elle donna l'exemple de la cocarde tricolore; elle institua une garde nationale, elle forma l'année suivante dans son sein une société populaire active qui en a produit beaucoup d'autres dans le ressort et hors le ressort du district, elle a combattu et combat toujours avec succès le monstre à deux têtes de l'aristocratie et du fanatisme qui louvoyoit dans ses parages et dont elle a toujours déjoué les projets liberticides; c'est d'elle qu'est sorti au mois de septembre dernier (vieux style) le fléau d'une nouvelle Vendée préparée dans les Montagnes de son district et de trois districts voisins; près du tiers de ses citoyens soldats sont à la défense de la République; le sacrifice de ses cloches, des dons nombreux pour les frais de la guerre, etc, rien ne lui a coûté. Elle ne fera jamais de pas rétrograde, elle est et sera toujours, Citoyens représentants, toute entière à la République une et indivisible.

Vive la Convention, Vive la Montagne.»

COLARD (*maire*), G. GRESSOT (*off. mun.*), CAYRON (*off. mun.*), COLARD (*secrét.*).

[Extrait des délibérations, 17 frim. II] (2)

Présents : Cl. Garmond, Nicolas Thiboux (*off. mun.*), Verdy, Maire et Teste (notables), J. Nic. Tissandier (procureur de la comm.) et Cl. Ant. Colard (*secrét.*).

Les c<sup>ms</sup> J. Et. Colard, maire, et P. Fr. Ondot, officier municipal, commissaires nommés avec Denis Joseph Bon, notable, par arrêté du Conseil général de la commune du 7 de ce mois, pour procéder au dépouillement des matières d'or et d'argent nationales destinées au culte dans le ressort du territoire de la même commune et les faire passer ensuite de pesée à l'hôtel de la Monnoie nationale à Paris sauf à la République à pourvoir au remplacement des effets du culte par tel moyen qu'elle trouvera convenir, ont fait rapport qu'ils avoient rempli scrupuleusement le premier objet de leur d<sup>o</sup> commission en procédant au d<sup>o</sup> dépouillement et ont fait apporter devant le bureau tous les effets du

(1) (2) C 288, pl. 876, p. 13, 14.